



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 26 DEC. 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **WILLIAM SAURIN PRODUCTION**

81/89 avenue du Général Leclerc  
77 400 Saint-Thibault-des-Vignes

Références : E/25-3011  
Code AIOT : 0006502609

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement WILLIAM SAURIN PRODUCTION implanté 81/89, avenue du Général Leclerc 77 400 Saint-Thibault-des-Vignes. L'inspection a été annoncée le 12/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WILLIAM SAURIN PRODUCTION
- 81/89, avenue du Général Leclerc 77 400 Saint-Thibault-des-Vignes
- Code AIOT : 0006502609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement de la société WILLIAM SAURIN est spécialisé dans la fabrication de plats appertisés (choucroute, cassoulet, etc.).

## Thèmes de l'inspection :

- Air
- Légionelles / prévention légionellose
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Analyse méthodique des risques (AMR) – Révision du plan d'entretien	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Stratégie de traitement – justification	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Prévention des risques incendie	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 2.3 - Chapitre V	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 7.3 - Titre III - Chapitre V	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Nuisances sonores et olfactives	Arrêté Préfectoral du 10/10/2024, article MTD 13 et 15 BREF FDM	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conception et implantation des systèmes de refroidissement	AP Complémentaire du 10/09/2003, article 10	Sans objet
3	Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Sans objet
4	Analyse méthodique des risques (AMR) – Prise en compte de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Sans objet
8	Nettoyage préventif des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c	Sans objet
9	Procédure > 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Analyse légionelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Sans objet
11	Entretien et maintenance	AP Complémentaire du 10/09/2003, article 8	Sans objet
14	Émissions à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 10/10/2024, article 2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a actualisé les études et engagé les démarches visant à créer la capacité de rétention des eaux d'extinction : étude des sols et étude géotechnique de conception, géodétection des réseaux, définition du CCTP, mise à jour des devis, demande de subvention.

Il dispose également d'un planning construit, jusque mi 2026, des étapes et phases de travaux.

Au regard de la configuration actuelle du site, l'exploitant doit justifier des moyens de maîtrise mis en œuvre pour limiter le risque d'incendie associé aux anomalies relevées lors de la vérification périodique des installations électriques, et démontrer que les services de secours et d'incendie ont une connaissance suffisante du site.

Concernant l'exploitation des tours aéroréfrigérantes, l'exploitant dispose de personnel formé, et s'appuie sur des prestataires qualifiés pour identifier les améliorations nécessaires et contribuer à la surveillance de l'installation. L'exploitant doit cependant démontrer son appropriation des études réalisées au travers de plans d'entretien et de surveillance qui reflètent les mesures déjà mises en œuvre et les actions projetées suivant les préconisations de l'analyse méthodique des risques d'octobre 2025.

En dehors des points de contrôle, lors de la visite d'inspection, l'exploitant a exposé les avancées réalisées en 2025 sur le thème des déchets, avec la mise en place du tri et de la valorisation des biodéchets, et des graisses avec des prestataires spécialisés. Il a également indiqué que la réalisation de l'analyse environnementale serait élaborée en 2026 dans le cadre du déploiement du Système de Management Environnemental à l'échelle du site, avec des moyens humains supplémentaires dédiés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles,</p>

associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

#### **Constats :**

L'exploitant a indiqué que le Chef d'équipe Énergie/Bâtiments, et la responsable QSE étaient en charge de la conduite des tours aéroréfrigérantes. Ces 2 personnes sont également identifiées à l'annexe 4 du rapport d'assistance à la réalisation de l'AMR d'octobre 2024 comme les personnes nommément désignées par l'exploitant au sens de la prescription.

L'exploitant a présenté un 'Plan de formation au risque légionellose des personnes autorisées', qui liste le nom des 19 personnes formées à la date de la visite d'inspection, les dates des dernières formations et les dates de renouvellement des formations planifiées, à 5 ans : 12 personnes internes au site, 2 personnes du prestataire en charge des prélèvements AGROBIO, 3 personnes du prestataire en charge des réglages du traitement AQUAPROX, et 2 personnes du prestataire en charge des opérations de nettoyage des TAR, IGIENAIR.

L'exploitant a présenté les attestations de formation et certificats de réalisation relatives à la prévention du risque légionellose sur les TAR, pour le personnel du site, et pour les intervenants extérieurs des entreprises précitées.

Le personnel AGROBIO en charge des prélèvements dispose bien d'une attestation de formation 'maîtrise des risques relatifs à la légionelle et prélèvements dans les TAR, les réseaux d'eau chaude sanitaires et les nébuliseurs'.

Le programme des formations dispensées par AQUAPROX, APAVE et CNFCE comporte les mentions attendues. Les attestations de formation délivrées par QUALTECH (AGROBIO), SOCOTEC (IGIENAIR), et AFNOR (WS) détaillent insuffisamment le contenu des formations dispensées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



L'exploitant devra justifier que l'ensemble des formations dispensées comportent les informations relatives aux conditions de prolifération et de dispersion des légionelles, aux moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance), et aux dispositions réglementaires applicables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Conception et implantation des systèmes de refroidissement

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/09/2003, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Alimentation en eau d'appoint

### **Prescription contrôlée :**

L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répondra aux règles de l'art et sera dotée d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du système de refroidissement sera équipé d'un ensemble de protection par disconnexion situé en amont de tout traitement de l'eau d'alimentation.

### **Constats :**

L'exploitant a indiqué les différentes sources d'alimentation en eau d'appoint pouvant être utilisées pour alimenter le circuit d'eau chaude/de refroidissement :

- eau de forage prétraitee, à partir du bac de relevage vers les tours, à débit usuel, équipée d'un compteur n°23, une garde d'air assurant la disconnexion,
- eau de forage prétraitee, à débit élevé vers la cuve de 250m<sup>3</sup>, équipée d'un compteur, n°23bis, une garde d'air assurant la disconnexion,
- eau potable du réseau de ville, en secours général du forage.

L'exploitant a précisé qu'il ne disposait pas de sous-comptage de l'eau potable dédié à son utilisation sur le circuit d'eau chaude. Il a déclaré que le compteur général d'eau potable, pour l'ensemble du site, fait l'objet d'un relevé, et que les annotations du registre de suivi du circuit d'eau chaude permettraient, le cas échéant, d'identifier les jours où l'eau potable a été utilisée pour l'appoint en eau. Dans ce mode de fonctionnement, le comptage de l'eau d'appoint est toujours réalisé avec les compteurs n°23 et n°23bis en place.

Aucune observation sur le relevé présenté ne mentionne l'utilisation de ce secours en 2025.

L'exploitant a présenté le relevé mensuel des compteurs d'eau TH12 n°23 (eau de forage prétraitee), TH12 n°23 bis (alimentation rapide) et n°24 (eau brute de forage non adoucie mais désinfectée, utilisée uniquement pour les nettoyages de l'installation, via le bac de relevage), réalisé depuis 2010.

En 2025, pour alimenter le circuit de refroidissement, 1 647 m<sup>3</sup> d'eau de forage ont été comptabilisés par le compteur 23 bis, sur 4 mois de l'année, l'appoint d'eau usuel par le compteur n°23 a représenté 2 293 m<sup>3</sup>.

Lors de la visite de site, l'inspection des installations classées a constaté la présence des compteurs précités, l'arrivée sans connexion physique de l'eau d'appoint dans le bac de relevage, comptée par le compteur n°23, et la présence du disconnecteur positionné sur l'alimentation générale en eau potable du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...]  En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.
<b>Constats :</b> Par courriel du 25/11/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la nouvelle stratégie de traitement qu'il comptait mettre en œuvre sur son installation à partir du 06/01/2025. Après plusieurs reports, par courriel du 03/03/2025, l'exploitant a informé l'Inspection de son application à partir du 24/02/2025, avec un début du suivi analytique renforcé à partir du 26/02/2025.  En raison de cette modification, l'exploitant a engagé la révision de l'analyse méthodique des risques (AMR). Il a présenté à l'inspection des installations classées, le jour de la visite, un rapport d'assistance à la réalisation de l'AMR pour le site, daté du 01/10/2025, faisant suite à l'intervention du prestataire APAVE les 23 et 24/09/2025. L'exploitant a indiqué que la révision de l'analyse méthodique des risques était réalisée annuellement. Cette fréquence est indiquée dans le plan de surveillance présenté par l'exploitant le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Analyse méthodique des risques (AMR) – Prise en compte de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>– la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li><li>– les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li><li>– les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li><li>– les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.</li></ul> Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité

évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

**Constats :**

Le rapport d'assistance à la réalisation de l'analyse méthodique des risques, réalisé par APAVE le 01/10/2025 cite les participants à cette étude au paragraphe 3.3 du rapport : 3 représentants de l'exploitant, dont le chef d'équipe Énergie/Bâtiments et la responsable QSE, nommément désignés par l'exploitant (cf constat n°1), ainsi qu'un représentant du traiteur d'eau.

Ce rapport comprend bien en annexe 2 une fiche descriptive de l'installation, et en annexe 5 son schéma de principe.

Une version actualisée du PID 'Circuit eau chaude usine 04', datée du 19/11/2025, a été transmise à l'Inspection par courriel le 28/11/2025. Les points de prélèvement utilisés pour l'analyse légionelle et le suivi de la qualité de l'eau d'appoint 'TH12' y sont indiqués.

Le point de prélèvement pour l'analyse légionelle est situé en amont du stérilisateur, en dehors de l'influence de l'eau d'appoint hors phases d'alimentation rapide, mais pas à l'amont immédiat de la dispersion d'eau. Ce point de vigilance est par ailleurs relevé dans le rapport d'assistance précité (GMTE 34) comme présentant un risque résiduel à surveiller.

Les facteurs de risque et l'évaluation du risque résiduel sont présentés ; ils prennent en compte les points critiques liés à la conception de l'installation, les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement, les incidents, et le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint.

Les bras morts d'exploitation, identifiés à l'annexe 8 du rapport d'assistance à la réalisation de l'AMR d'octobre 2024, font bien l'objet d'une analyse des risques, présentée à l'annexe 6 du même document : HYDR 8 HYDR 9 et HYDR 10.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Analyse méthodique des risques (AMR) – Révision du plan d'entretien**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

**Prescription contrôlée :**

[...] La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible



pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite un plan d'action, extrait du « Plan d'action environnemental de Lagny » de l'exploitant qui reprend une partie des conclusions du rapport d'assistance à la réalisation de l'AMR du 01/10/2025 : Sur les 28 facteurs de risque identifiés par le prestataire, les 17 points présentant un risque résiduel significatif ont été intégrés au plan d'action. 9 étaient traités le jour de la visite (automatisation du dosage de produits de traitement, actualisation de la documentation), 5 étaient planifiés avant la fin de l'année 2025, 3 à plus long terme, jusque fin 2026, en raison des investissements nécessaires (packing TAR), des protocoles de validation préalables (désinfection des boîtes), et des contraintes de calendrier (désinfection des résines à l'arrêt long estival).</p> <p>Le rapport d'assistance précité présente en annexe 6 'Descriptif et identification des risques' les moyens de maîtrise existants ou à mettre en œuvre dans le cadre du plan d'entretien, par exemple les purges des bras morts.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection un plan de maintenance préventive, qui liste les opérations d'entretien à réaliser périodiquement pour l'année 2025. Ce document ne mentionne pas l'ensemble des éléments cités à cette annexe du rapport ; les purges des bras morts n'apparaissent pas dans le plan d'entretien transmis.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la version actualisée du plan d'entretien, en cohérence avec la révision de l'AMR.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Stratégie de traitement – justification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des <i>Legionella pneumophila</i> par la réalisation d'analyses hebdomadaires en <i>Legionella pneumophila</i>, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1,000 UFC/L.</p>

**Constats :**

L'exploitant a présenté le jour de la visite une version non datée du document intitulé « dossier TAR », rédigé par le prestataire de traitement de l'eau de l'exploitant AQUAPROX, présentant les caractéristiques de l'installation prises en compte pour définir la stratégie de traitement, la stratégie de traitement, une attestation de compatibilité des produits de traitement de l'eau, un plan de surveillance physico-chimique des installations, et un plan de surveillance des traitements, qui présente en annexe une attestation portant sur les produits de décomposition des biocides.

Une version de ce document avait fait l'objet d'une transmission préalable à l'Inspection le 24/11/2024. La stratégie de traitement préventive présentée dans cette version du document n'impliquait pas la mise en œuvre continue de biocide non oxydant.

Dans les faits, l'exploitant injecte du biocide non oxydant 2 fois par semaine, et a indiqué dans l'extrait du plan d'action environnemental transmis le 28/11/2025 à l'Inspection avoir édité une version 8 de ce document le 19/11/2025, qui prend en compte ce dosage dans la stratégie de traitement.

L'Inspection ne dispose pas de la version 8 de la stratégie de traitement de l'exploitant.

L'exploitant disposait des FDS des produits utilisés dans le cadre de sa stratégie de traitement :

- AQ-STER 2040 (inhibiteur corrosion et dépôts), datée du 18/06/2024,
- AQUAPROX TM7701 (biocide non oxydant), datée du 19/09/2023.

Le bioxyde oxydant, dénommé par le prestataire AQUAPROX Eco<sup>2</sup>cell, est une solution d'hypochlorite de sodium à 0,6 % générée in situ par électrolyse de chlorure de sodium. À ce titre, il ne dispose pas de FDS.

Comme détaillé au point de contrôle n°3, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de traitement à partir du 24/02/2025, avec un début du suivi analytique renforcé à partir du 26/02/2025.

L'exploitant a informé l'inspection début juin que l'échantillon prélevé le 02/04 n'avait pas été livré au laboratoire, à la suite d'un incident logistique.

Les résultats des analyses des 26/02 (S9), 03/03 (S10), 12/03 (S11), 19/03 (S12), 26/03 (S13), 8/04 (S15) et 15/04 (S16), tous inférieurs à 1 000 UFC/L pour les paramètres *Legionella* spp / *pneumophila*, ont permis de démontrer l'efficacité de la stratégie de traitement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la version en vigueur de la stratégie de traitement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Plan de surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

**Prescription contrôlée :**

Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et

microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.

Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.

**Constats :**

Le document « dossier TAR », rédigé par le prestataire de traitement de l'eau de l'exploitant AQUAPROX et présenté le jour de la visite inclut un plan de surveillance physico-chimique des installations, au chapitre 4. Les paramètres à suivre mensuellement y sont définis, TH, conductivité, fer, traceur de l'inhibiteur de corrosion, chlore libre, et 'ATP', ainsi que les valeurs-cibles, les valeurs d'alerte, les valeurs d'action et les mesures correctives à mettre en œuvre.

Lors de la visite de site, l'inspection des installations classées a constaté la présence de deux panoplies de mesures en ligne sur l'eau de refroidissement, en amont et en aval du stérilisateur. Les mesures en ligne visibles sur les transmetteurs sont les mesures de pH, conductivité, redox (orp), et du traceur d'inhibiteur. L'exploitant a expliqué qu'une table de correspondance était en cours d'élaboration, pour disposer d'un équivalent à l'analyse du chlore résiduel en continu sur la base des mesures disponibles. Les mesures en ligne n'apparaissent pas en cohérence avec les mesures prévues au plan de surveillance physico-chimique des installations.

L'exploitant a également expliqué qu'un suivi microbiologique de l'eau de refroidissement était réalisé 2 fois par semaine, sur la flore aérobie revivifiable à 22 et 36 °C, dans le cadre de la sécurité sanitaire associée à son activité d'industrie agroalimentaire. Cette surveillance complémentaire figure dans le plan de surveillance Legionelles/TAR 2025 présenté par l'exploitant, qui inclut la surveillance mensuelle des légionelles dans l'eau de refroidissement mais ne présente pas de consigne en cas de dérive (alerte/action).

Le plan de surveillance de l'exploitant ne mentionne pas la surveillance de la qualité de l'eau de ville utilisée en secours de l'eau de forage, comme identifié dans la dernière version du rapport d'assistance à l'AMR de l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le plan de surveillance actualisé, en cohérence avec les préconisations du rapport d'assistance à l'AMR d'octobre 2025 et avec les outils de suivi en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Nettoyage préventif des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.  Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la fiche d'intervention de son prestataire IGIENAIR ainsi que l'attestation de mise en propreté pour le nettoyage et la désinfection des TAR réalisé du 28 au 31/07/2025 : nettoyage HP, traitement chimique et désinfection.  L'exploitant a présenté le jour de la visite une procédure d'« Utilisation du jet HP », rédigée par AQUAPROX, datée du 31/10/2025, qui inclut bien des mesures de prévention de la dispersion des aérosols dans l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Procédure > 100 000 UFC/L**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau".  Ce document précise : <ul style="list-style-type: none"><li>– les coordonnées de l'installation ;</li><li>– la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;</li><li>– la date du prélèvement ;</li><li>– les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.</li></ul> En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella</i>



pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion ;

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV des présentes consignes d'exploitation. Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives, joint au carnet de suivi ;

f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;

**Constats :**

L'exploitant a présenté le mode opératoire AQUAPROX-7A 'Désinfection curative en cas de dépassement du seuil d'arrêt' qui indique les actions à mettre en œuvre en cas de résultat d'analyse concentration de *Legionella Pneumophila*  $\geq$  100 000 UFC/L. Ce document reprend l'ensemble des prescriptions applicables.

L'exploitant a précisé que trois personnes étaient destinataires des alertes et résultats d'analyse du laboratoire, et en charge de la vérification de l'application de la procédure, la responsable QSE,



l'assistant QHSE et le coordinateur Environnement et Développement Durable du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Analyse légionelle de l'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

**Prescription contrôlée :**

Le laboratoire, chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) répond aux conditions suivantes :

- le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ;
- le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.

Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (version 2020) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en *Legionella pneumophila* ou en *Legionella species* supérieures ou égales à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.

Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :

- coordonnées de l'installation ;
- date, heure de prélèvement, température de l'eau ;
- date et heure de réception de l'échantillon ;
- date et heure de début de l'analyse ;
- nom du préleveur ;
- référence et localisation des points de prélèvement ;
- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;
- pH, conductivité et turbidité de l'eau mesurés au lieu du prélèvement ;
- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ;
- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés.

Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.

L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informerait des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :

- le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L ;
- le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de *Legionella pneumophila* en raison de la présence d'une flore interférente.

[...]

**Constats :**

La surveillance de l'exploitant est transmise mensuellement à l'inspection des installations classées via un dépôt dans l'application GIDAF.

L'exploitant a indiqué avoir confié à un prestataire extérieur le prélèvement et l'analyse périodique des légionelles dans l'eau.

En procédant par échantillonnage, l'Inspection a constaté que le bulletin d'analyse référencé 2025.06.26.0057.0001-B du 6/10/2025, relatif au prélèvement du 23/09/2025, présentait bien l'ensemble des informations prescrites, et mentionnait un résultat de la recherche des *Legionella* spp et *Legionella pneumophila* en UFC/L, réalisé sous accréditation.

L'Inspection a constaté que le prestataire disposait bien des accréditations nécessaires pour la réalisation de cette prestation : 1-1829 pour le prélèvement et 1-6955 pour l'analyse, à la date de réalisation du prélèvement et de l'analyse.

Ce bulletin d'analyse ne mentionnait pas l'heure de réception de l'échantillon et l'heure de début de l'analyse au laboratoire. D'autres bulletins ont été consultés le jour de l'inspection, qui présentaient ces indications.

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que son prestataire fasse bien mention de ces 2 informations de manière systématique.

L'exploitant a également présenté en séance une attestation de AGROBIO du 09/04/2025 qui confirme que le laboratoire conservera les souches pendant 3 mois si le résultat de mesure est >100 000 UFC/L, et que les résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse sont transmis à l'exploitant sans délai, dans les cas prescrits.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Entretien et maintenance**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/09/2003, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle inopiné

**Prescription contrôlée :**

L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'appréhender l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques seront réalisées par un laboratoire compétent dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les frais des prélèvements et des analyses seront supportés par l'exploitant.

Les résultats d'analyse seront adressés sans délai à l'inspection des installations classées [...].

**Constats :**

L'inspection des installations classées a fait réaliser un contrôlé inopiné le 26/08/2025, au niveau de la purge de déconcentration du circuit commun des TAR 1 et 2, par un prestataire accrédité COFRAC.

Le rapport APAVE 134891855.001.1 du 5/09/2025 conclut à un dénombrement de *L. Pneumophila* < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée, <100 UFC/L, conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 12 : Prévention des risques incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 2.3 - Chapitre V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les compte-rendus Q19 de contrôles par thermographie des installations électriques réalisés par un prestataire externe du 14 au 23/04/2025, qui indiquent : <ul style="list-style-type: none"><li>– un risque d'incendie faible du fait de l'absence d'anomalie détectée pour le poste de garde et le 'bulding', pour la zone de conditionnement, et pour les zones 'Énergie'.</li><li>– la présence d'un risque d'incendie du fait de la présence d'une anomalie dans la zone Charcuterie-viandes' et d'une anomalie dans la zone 'Plats cuisinés'.</li></ul> Le rapport précise que les contrôles précédents ont été réalisés le 15/11/2024.  L'exploitant a également présenté les rapports de vérification des installations électriques et les rapports Q18 associés, établis à la suite des interventions réalisées par un prestataire extérieur. Ils indiquent que la précédente intervention date de novembre 2024, et concluent que les installations électriques contrôlées peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. <ul style="list-style-type: none"><li>– zone bulding :128 anomalies électriques, 17 observations Q18 (6/10/2025)</li><li>– zone charcuterie-viande : 76 anomalies, 6 observations Q18, (du 13 au 16/10/25)</li><li>– zone Énergie_Bâtiment : 257 anomalies, 34 observations Q18 (du 8 au 26/10/25)</li><li>– Zone Plats cuisinés : 106 anomalies, 14 observations Q18 (du 22 au 24/10/25)</li><li>– Postes HT : 44 anomalies, 7 observations Q18 (7/10/25)</li><li>– Zone R&amp;D : 40 anomalies, 1 observation Q18 (7/10/25)</li></ul> L'exploitant a présenté les tableaux de synthèse (1 tableau par zone) listant les anomalies relevées, et indiquant une priorisation de leur traitement, sans planification associée. Près de la moitié des anomalies ont été relevées plus de 2 fois.  Il a expliqué que le traitement des observations était réalisé en moyens propres, ou avec l'aide d'un prestataire extérieur. Au regard de la réception récente des rapports de vérification de 2025, il a déclaré avoir planifié le traitement de 13 anomalies en 2025, 15 en 2026, et prioriser le traitement des observations des Q18 et Q19. Il a expliqué que compte tenu des contraintes budgétaires auxquelles il était soumis, il organiserait les travaux nécessaires par zone, en débutant en 2026 par la zone froide et la zone charcuterie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra transmettre à l'Inspection un plan d'action avec échéancier relatif au traitement des anomalies identifiées lors des vérifications des installations électriques, intégrant la nécessité de maîtriser au plus tôt le risque incendie.  Au regard des constats effectués en inspection, il est proposé à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>– de justifier d'un programme de remédiation des défauts relevés lors des contrôles des</li></ul>

installations électriques de 2025 sous 1 mois, – de remédier dans un délai de 3 mois aux anomalies susceptibles d'entraîner un risque d'incendie ou d'explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 13 : Rétention des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant devra réaliser, dans un délai de 6 mois une étude technico-économique sur la mise en place d'une rétention des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie dans l'établissement.</p>
<p><b>Constats :</b> Dans la continuité des échanges avec l'inspection des installations classées, suivant les visites d'inspection des 23/12/2021, 10/03/2022 et 23/11/2023, l'exploitant a expliqué que la planification des travaux de mise en place d'une rétention pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie, a été repoussée pour 2026-2027 en raison des coûts d'investissement estimés.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué le calendrier des travaux prévus : Sur la base des études préalables déjà conduites, et des chiffrages réalisés par un bureau d'étude, l'exploitant a expliqué qu'il avait échangé avec le service prévision du SDIS concernant le dimensionnement des rétentions, et que le renseignement du dossier de demande de subvention dans le cadre du programme d'action AESN 2025-2030 était en cours. Après réponse au dossier de financement, il a déclaré prévoir un passage de commande pour la première phase de travaux fin mars début avril, avec une réalisation des travaux de phase 1, avant l'été ou pendant l'été 2026 (parking VL). Les travaux de phase 2 seraient réalisés pendant l'arrêt d'été 2027 (parking des expéditions). L'exploitant a également indiqué qu'il souhaitait traiter la problématique de la rétention des rejets accidentels dans le même cadre que celle de la rétention des eaux d'extinction d'un incendie.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel à l'inspection des installations classées le 28/11/25 : – la note méthodologique du 26/07/24, CCTP du 22/08/25, et plans associés (réseaux, VRD, etc.), – le rapport de géodétection et de géolocalisation des réseaux enterrés du 01/03/24, – une étude géotechnique de conception du 29/05/2024, en avant-projet, – une étude des sols concernés par les travaux de terrassement du 05/04/24, – les devis afférents aux travaux, du 1 et 7/10/25, – un planning macroscopique des étapes et phases de travaux, en cohérence avec les éléments exposés le jour de l'inspection.</p> <p>Au regard des éléments transmis, ainsi que des compléments attendus suite à la visite d'inspection du 01/10/2025, relatifs à la gestion des eaux sur le site (rétention d'une pollution collectée par le réseau des eaux industrielles sur le site, restauration de l'étanchéité des réseaux de collecte), l'Inspection des installations classées prévoit d'encadrer par arrêté préfectoral complémentaire la réalisation de l'ensemble de ces travaux.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs de l'engagement et de l'avancement des travaux nécessaires (dépôt du dossier de demande de subvention, etc.).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Émissions à l'atmosphère**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2024, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure des COVT
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions de l'article 4.1 du titre 3, chapitre II de l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2IC 006 du 13 janvier 1999 sont complétées pour inclure la surveillance des rejets canalisés dans l'air des installations de traitement et de transformation de la viande selon les termes suivants : L'exploitant réalise une mesure annuelle des concentrations en composés organiques volatils totaux (COVT) en sortie du fumoir à viande.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté des mesures de COVT réalisées par un prestataire extérieur à l'exutoire de l'enceinte du séchoir le 05/01/2021, le 19/08/2022, puis, après la mise en place de nouveaux générateurs de fumées, le 14/12/2023, le 12/11/2024 et le 04/11/2025.  Les résultats des mesures indiquent une division par plus de 2 des concentrations de COVT émis, de 28 mg/m <sup>3</sup> à 12 mg/m <sup>3</sup> depuis la mise en service des nouveaux équipements, ainsi qu'une réduction des flux dans les mêmes proportions, de 0,26 à 0,13 kg/h, sans modification des vitesses d'émission, de l'ordre de 11 m/s.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Plan d'opération interne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 7.3 - Titre III - Chapitre V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test du Plan d'Opération Interne
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'opération interne (POI) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), est consulté par l'industriel sur la teneur du POI ; l'avis du comité est transmis au préfet. Ce plan est également transmis à la Direction Départementale d'incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées. Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le POI L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.



L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne, dont la version du 11.2025 a été transmise à l'inspection des installations classées par courriel le 21/11/2025. En annexe 8 figure le Plan d'Aide à l'Intervention, établi avec le SDIS 77 depuis le 01/02/2014 et actualisé le 01/09/2021. Il indique une date prévisionnelle de révision au 01/09/2024.</p> <p>Le POI détaille les moyens matériels et humains disponibles en cas d'incendie.</p> <p>30 membres du personnel ont notamment suivi une formation de guide-file et serre-file, et 142 une formation EPI.</p> <p>L'exploitant a présenté 2 compte-rendus d'exercice d'évacuation, datés du 24/06/2025 et du 20/11/2025, qui indiquent que le comptage au point de rassemblement pourrait être facilité par la présence d'une feuille d'appel ou d'un autre moyen, à définir. L'exploitant a expliqué que les réflexions étaient en cours pour le comptage du personnel du site, qui repose sur les responsables d'équipe à ce jour. Le volet des prestataires extérieurs est traité avec le poste de garde.</p> <p>Le POI précise page 10 que le site organise une visite annuelle de ses infrastructures et installations, pour le personnel du Centre de Secours du SDIS de proximité (Lagny-sur-Marne).</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel du 28/11/2025 des échanges de courriels validant la planification d'exercices, dans le cadre de formations internes du SDIS 77, sur sollicitation de la caserne de Lagny-sur-Marne et du CIS de Chelles, en mai 2023 et octobre 2024 pour la caserne de Lagny-sur-Marne, et en mai 204 et septembre 2025 pour le CIS de Chelles.</p> <p>Interrogé sur les dispositions envisagées en cas de nécessité de mettre en place un poste de commandement sur le site, l'exploitant a expliqué qu'il disposait d'une salle dédiée à la gestion de crise dans le 'building', à proximité du poste de garde, d'un système de communication par talkie-walkie, et d'un mégaphone, et que les équipements nécessaires faisaient l'objet d'une vérification hebdomadaire. Ces dispositions ne sont pas retranscrites dans le POI.</p> <p>Par ailleurs, l'Inspection a constaté, dans la version du POI transmise, que les cuves de saindoux n'étaient pas identifiées dans les produits combustibles, et que le stockage de soude à la station de prétraitement des eaux n'était pas mentionné.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la version du POI actualisée, intégrant notamment la mise à jour de la fiche PAI, et l'informera de la date retenue pour l'organisation du prochain exercice POI avec la caserne de Lagny-sur-Marne.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 16 : Nuisances sonores et olfactives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2024, article MTD 13 et 15 BREF FDM
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plans de gestion
<b>Prescription contrôlée :</b>

## Existence des plans de gestion des émissions sonores et des odeurs

### Constats :

L'exploitant a présenté un fichier de suivi des plaintes de voisinage, alimenté depuis 2020. En ce qui concerne l'année 2025 :

- espaces verts : 1 signalement (soldé) ;
- odeurs : 1 signalement en 2025 (odeur de brûlé). L'exploitant a expliqué que le fumoir était en fonctionnement normal le jour de l'appel, et que la personne s'était inquiétée mais n'avait pas été incommodée ;
- bruit : 1 signalement en 2025. L'exploitant a expliqué avoir réduit le niveau sonore de l'alarme du stérilisateur, qui était effectivement trop élevé, à la suite de travaux de renouvellement sur l'équipement.

L'exploitant a indiqué que le suivi des plaintes était évoqué en comité environnement groupe, mais n'a pas présenté de formalisation sur ce point. Il a complété en indiquant que des comités trimestriels allaient être organisés tous les trimestres à partir de janvier 2026.

L'exploitant a également transmis le rapport de mesure des émissions sonores réalisé par un prestataire extérieur, du 6 au 16/02/2024, qui conclut :

- au respect des niveaux sonores en limite de propriété, en période nocturne et diurne,
- à l'absence de tonalité marquée, en période nocturne et diurne,
- à la suspension de l'avis du prestataire, en ce qui concerne les niveaux d'émergence relevés, de jour comme de nuit.

L'exploitant a indiqué le jour de la visite qu'il allait contacter son prestataire à la suite des conclusions relatives aux niveaux d'émergence.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs de l'organisation retenue relative aux plans de gestion des émissions sonores et des odeurs, ainsi que les actions engagées dans ce cadre, le cas échéant. Le résultat des investigations concernant le niveau d'émergence des émissions sonores sera communiqué à l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois